



Édito

Nos concitoyens s'impliquent quotidiennement dans les associations qui jouent un rôle décisif pour la cohésion de notre société et la vitalité de nos territoires.

Le Gouvernement soutient les bénévoles qui donnent de leur temps et de leur énergie au service de l'intérêt général, ainsi que le tissu associatif qui représente un acteur majeur pour notre économie, générant un nombre d'emplois supérieur au secteur de la construction.

Ce soutien volontariste aux associations se concrétise par la mise en place d'un accompagnement local renforcé notamment auprès des petites associations, dénommé Guid'Asso, acté par la loi du 15 avril 2024.

Il se traduit, en outre, par un appui financier renforcé, dans un contexte budgétaire pourtant extrêmement tendu, avec plus de 11 milliards d'euros de financements directs et plus de 3,8 milliards d'euros au travers de la fiscalité, notamment des dons.

Par ailleurs, pour que dirigeants et bénévoles puissent agir sur le terrain au quotidien et soient confiants dans l'avenir de leur projet, les outils que nous construisons reposent sur deux axes fondamentaux : la simplification des actes et des démarches administratives pour les dirigeants associatifs d'une part, la reconnaissance et la facilitation des parcours d'engagement pour les bénévoles, d'autre part.

Ces principes d'action publique reposent sur la connaissance de la vie associative, nationale comme locale. Le partenariat entre le ministère et Recherches & Solidarités est à cet égard essentiel, dès lors qu'il permet de mettre à la disposition de tous les données essentielles de la vie associative pour chacun des départements.

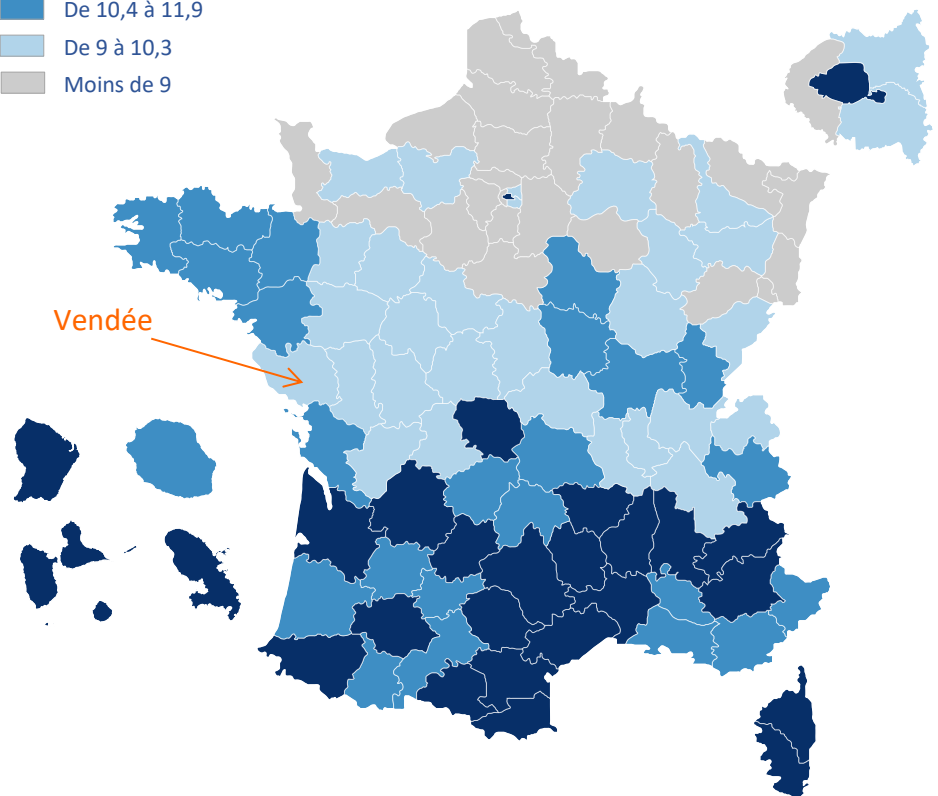
Gil AVÉROUS,
**Ministre des Sports, de la Jeunesse
et de la Vie associative**

Dans les villes, les quartiers et les villages, au plus proche des habitants de toutes les générations, les associations jouent un rôle irremplaçable au quotidien : animation des territoires, activités sportives, culturelles, accompagnement des publics fragiles, espace de dialogues et d'implication citoyenne, amortisseur social lors des crises...

Si huit Français sur dix ont une image positive des associations, leur place mérite en permanence d'être valorisée et rappelée. Tel est l'objet de ces éditions annuelles à l'échelle des départements. Elles réunissent les chiffres officiels les plus récents, parfois sous la forme d'estimations lorsqu'ils font défaut. Elles situent le département dans son contexte national pour marquer ses spécificités.

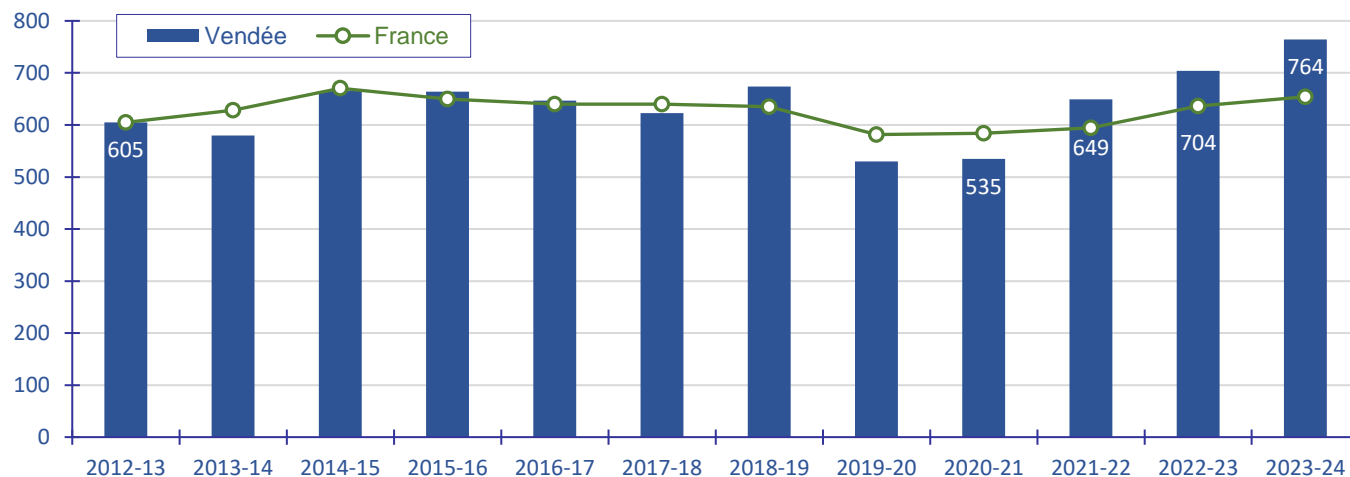
La France des créations d'associations

Au cours de la période récente, entre juillet 2021 et juin 2024, il s'est créé dans le département, en moyenne, chaque année, **9,8 associations nouvelles** pour 10 000 habitants (moyenne nationale 10,3).



Les créations d'associations dans le département

Pour épouser le rythme de l'activité de la plupart des associations, l'année est observée du début juillet à la fin du mois de juin de l'année suivante (un trimestre marqué par peu de créations (juillet, août et septembre), suivi de trois trimestres (octobre à juin) riches en nouvelles associations). Le graphique présente l'évolution sur 12 années.



Source : Répertoire National des Associations. L'évolution nationale est reconstituée en tendance pour être comparée à l'évolution départementale, à partir de la même base pour l'année 2012-2013.

Le nombre des créations, observé depuis l'année repère 2012-2013, connaît des variations plus fortes dans le département qu'au plan national. Le repli engendré par la crise sanitaire est ici plus sévère, et la reprise est telle que le nombre de créations des deux dernières années atteint des sommets sur la période.

Objets des créations dans le département

Répartition des créations selon les principaux thèmes	Répartition départementale (en %)	Répartition nationale (en %)
Culture	22,0	24,0
Sport	23,4	17,5
Loisirs	12,1	12,1
Social	11,6	8,0
Amicales - entraide	4,4	8,2
Éducation - formation	3,6	5,6
Économie	4,9	4,5
Santé	3,9	4,8
Environnement	5,1	4,8
Autres ⁽¹⁾	9,0	10,5
Total des créations	100,0	100,0

Les créations traduisent le désir de ceux que l'on peut nommer les *bâtisseurs associatifs*, pour mener à bien un projet collectif. Elles répondent aussi, le plus souvent, aux attentes et aux besoins des habitants.

Dans le département, les créations sont proportionnellement plus nombreuses dans le sport et le secteur social.

(1) Patrimoine, défense des droits, communication, activités politiques, logement, recherche...

Source : Répertoire National des Associations sur les trois dernières années (juillet 2021-juin 2024). Traitements R&S.

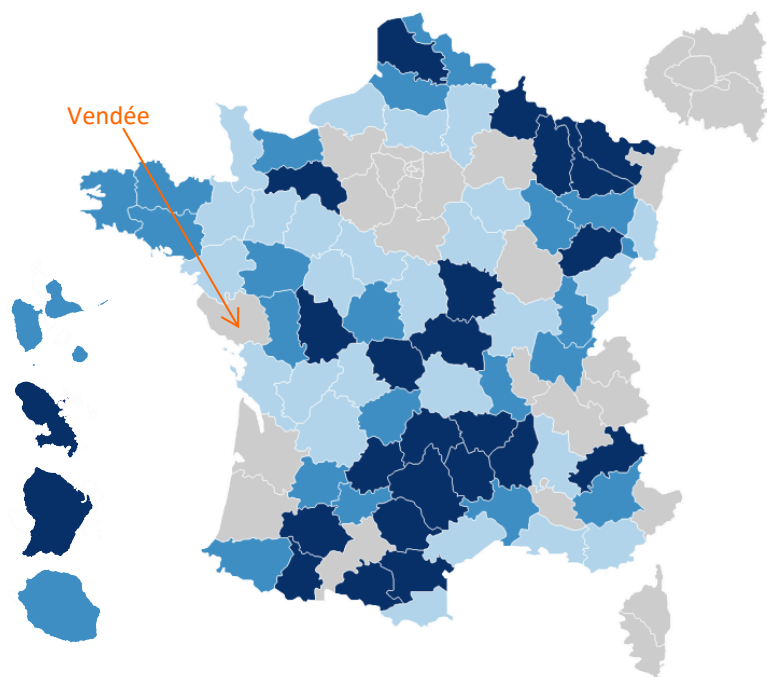
Combien d'associations et de bénévoles dans le département ?

On connaît la date de naissance d'une association mais on connaît rarement la date de sa fin d'activité ou de sa mise en sommeil. Une prudente fourchette s'appuie sur différentes sources complémentaires dont le Répertoire National des Associations. On peut ainsi évaluer le **nombre d'associations actives** dans le département **entre 14 000 et 16 000**. Elles portent des projets et mènent des actions dans de multiples domaines. Dans le secteur sportif, assez bien cerné et suivi chaque année par l'Institut National de la Jeunesse et de l'Éducation Populaire, on compte **2 055 clubs** appartenant à des fédérations agréées ayant délivré **217 970 licences**, en 2023.

La question est plus délicate encore concernant le **nombre de bénévoles**. Depuis 2010, les enquêtes triennales IFOP – France Bénévolat – R&S, prolongées par deux enquêtes IFOP-R&S (janvier 2023 et 2024), assurent un suivi à partir d'une définition précise. Ces dernières ont confirmé un retour progressif à la situation d'avant-crise et permettent d'estimer **entre 120 000 et 140 000** le nombre de bénévoles, dans le département, en 2024.

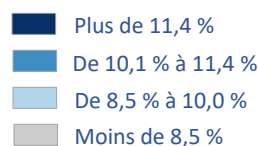
L'emploi associatif : un enjeu social et économique fort

Encadrées et soutenues par des bénévoles, **18 740** personnes sont salariées dans les **1 860** associations employeuses du département. Parmi elles, **946**, soit **51 %** (48 % en moyenne nationale), ont moins de trois salariés, et **81** associations, souvent actives dans le domaine sanitaire et social, comptent plus de cinquante salariés.



Toutes ces associations, dans leur diversité, animent les territoires et rendent des services essentiels à la population. Leurs emplois sont précieux, et ils ne se délocalisent pas.

Ils représentent aujourd'hui **8,4 %** des effectifs salariés de l'ensemble du secteur privé du département (8,9 % en moyenne nationale).



Sources : URSSAF et MSA. Données 2023. Traitement R&S.

Une diversité d'activités

	Répartition départementale (en %)	Répartition nationale (en %)
Enseignement	17,3	12,1
Sport	5,8	5,4
Santé	6,3	7,5
Social	41,8	48,6
Loisirs	1,6	1,3
Culture	1,6	2,6
Autres activités ⁽¹⁾	16,5	12,5
Autres non classées ailleurs ⁽²⁾	9,1	10,0
Total	100,0	100,0

Parmi ces **18 740** salariés travaillant dans les associations du département, on en compte proportionnellement davantage dans l'enseignement et le sport qu'au plan national, et un peu moins dans les domaines de la santé, du social et de la culture.

(1) Agriculture, recherche, activités liées à l'emploi, auberges de jeunesse, tourisme... (2) Associations répertoriées sous le code APE 9499Z.

Sources : URSSAF et MSA. Données 2023.

Zoom sur le secteur social

Plus de 40 % des emplois associatifs relèvent du secteur social et s'adressent à des publics fragiles.

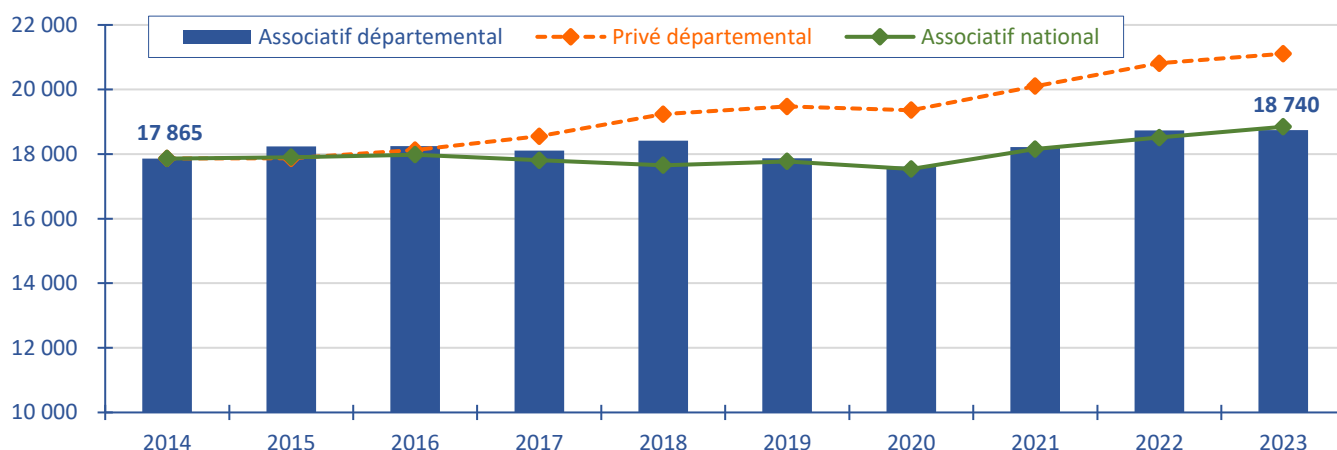
L'aide à domicile est davantage développée en Vendée, par rapport aux repères nationaux.

(1) Centres sociaux, aide aux victimes, activités caritatives...

	Répartition départementale (en %)	Répartition nationale (en %)
Hébergement médicalisé	9,4	9,4
Hébergement social	9,6	9,8
Aide à domicile	9,6	7,7
Accueil de personnes âgées	0,6	0,7
Aide par le travail	5,6	7,0
Accueil de jeunes enfants	1,1	2,5
Accueil d'enfants handicapés	1,3	1,3
Accueil d'enfants et d'adolescents	0,2	0,8
Autres actions sociales sans hébergement ⁽¹⁾	4,4	9,4
Ensemble du secteur social	41,8	48,6

Regards croisés sur les évolutions

Les effectifs associatifs du département sont ici rapprochés de l'effectif associatif national, d'une part, et de l'effectif de l'ensemble privé du département, d'autre part.



Sources : URSSAF et MSA. Les deux courbes sont reconstituées en tendance à partir de 2014 pour être comparées à l'histogramme du département.

Au cours de la période récente, après l'année 2020 affectée par la crise sanitaire, les tendances sont à la hausse, dans les associations de Vendée, comme au plan national, ainsi que dans l'ensemble du secteur privé départemental.

Guid'Asso, réseau national d'appui à la vie associative locale

Le réseau Guid'Asso se structure partout en France progressivement depuis 2021. Fruit d'un travail de co-construction entre les services de l'État et Le Mouvement Associatif, il est consacré, en 2024, par la loi visant à soutenir l'engagement bénévole et à simplifier la vie associative. Il est composé de structures locales (associations, collectivités locales, institutions) destinées à appuyer les associations, en complément de l'action des réseaux associatifs et en coordination avec les DLA. Elles sont identifiées par ces 4 labels :



Orienté les associations ou les porteurs de projet vers le bon interlocuteur



Délivre les informations de base et les fondamentaux sur la vie associative, explique les démarches essentielles



Accompagne les associations de tous secteurs, sur tous projets, après évaluation de leurs besoins (conseils et suivi adaptés)



Accompagne les associations sur un secteur d'activité particulier ou sur une thématique (conseils et suivi adaptés)

Retrouvez les points d'appui Guid'Asso de votre territoire <https://www.associations.gouv.fr/points-appui.html>

www.associations.gouv.fr

Des informations pratiques : les démarches, des exemples et des modèles de statuts, de règlements intérieurs, un accès aux formalités en ligne, les points ressources près de chez vous...

Des sources documentaires : informations juridiques et fiscales, guides pratiques, données et publications sur la vie associative, bibliographie...

www.recherches-solidarites.org

Des publications au plan national et régional, avec des sources et une méthodologie identiques, autorisant les rapprochements avec celles des départements.

Des enquêtes régulières pour donner la parole aux acteurs associatifs, dirigeants et bénévoles, et informer les pouvoirs publics sur les mesures de soutien les plus adaptées.